



Santé et environnement : pourquoi une telle foire d'empoigne ?

Mardi 15 octobre 2019 de 08h30 à 10h00

RESTITUTION DES DÉBATS

L'actualité fait rage autour de la question des pesticides ! Les agences sanitaires sont remises en cause et la vérité scientifique peine à émerger. Alors que l'émotion est à son comble dans le débat public, comment retrouver le chemin de l'apaisement entre les Français et le monde agricole ?

Oui à l'innovation ! donne la parole à quatre experts. L'occasion unique de faire le point sur :

- **Les grands enjeux de santé publique en France : quelles sont les priorités ?**
- **Les agences sanitaires françaises sont-elles fiables ?**
- **Comment retrouver les voix du dialogue entre agriculteurs, médias et citoyens ?**



Catherine Hill

Épidémiologiste et biostatisticienne spécialiste de l'étude de la fréquence et des causes de cancers en France

Anthony Guihur

Cofondateur du collectif « No Fake Science » et chercheur en biologie moléculaire végétale à l'Université de Lausanne



Éric Thirouin

Secrétaire général adjoint de la FNSEA

Daniel Sauvatre

Président de l'Association Nationale Pommes Poires (ANPP)



QUELLE SONT LES VÉRITABLES PRIORITÉS DE SANTÉ PUBLIQUE EN FRANCE ?

Nous entendons partout que le nombre de cancers explose, déplore Catherine Hill. Mais l'épidémiologie consiste à regarder les nombres avec scepticisme. En effet, il est logique que si la population ait doublé, le nombre de cancers ait doublé aussi. En premier lieu, il faut savoir si, à taille de population égale, le nombre de cancers est plus élevé aujourd'hui qu'avant. En second lieu, il faut tenir compte de l'âge. Le risque de mourir dépend beaucoup de l'âge : plus de personnes meurent entre 80 et 89 ans qu'entre 30 et 39 ans. Les épidémiologistes travaillent donc toujours à taille de population égale et à âge égal. C'est seulement en appliquant cette méthode que l'on peut déterminer s'il y a plus de cancers en France aujourd'hui qu'il y a dix ans.

Nous disposons de données sur l'incidence des cancers en France depuis les années 80 et de données de mortalité depuis les années 50. On constate que l'incidence des cancers chez les hommes en France a augmenté puis diminué entre 1980 et 2018. En effet, la France a connu un pic de cancers de la prostate qui a culminé en 2005 et qui a baissé depuis. Mais si on enlève le cancer de la prostate des cancers chez les hommes, nous obtenons une ligne très stable. Dans le même temps, l'incidence des cancers chez les femmes augmente légèrement depuis 1980. En revanche, les données de mortalité diminuent chez les hommes depuis 1987 et diminuent chez les femmes.

Comment expliquer cette discordance entre le nombre de cas et le nombre de morts ? C'est lié aux pratiques diagnostiques, explique Catherine Hill. Si on change les pratiques diagnostiques, on peut « artificiellement » augmenter le nombre de cas sans changer le nombre de morts. Or, de 15 000 cancers de la prostate diagnostiqués en 1980, nous sommes passé à 50 000 diagnostiqués en 2005. Alors que la mortalité continuait à baisser.

Comme le rappelle l'étude sur « Les cancers attribuables au mode de vie et à l'environnement en 2015 », le tabac reste la première cause de cancers en France et de très loin. L'alcool et l'alimentation arrivent en deuxième et troisième position.¹

LES AGENCES SANITAIRES SONT-ELLES FIABLES ?

Les agences sanitaires ont été mises en place par le Gouvernement pour faire primer la science sur la politique. Auparavant, c'était le Ministère de l'Agriculture qui délivrait les Autorisations de Mise sur le Marché (AMM) de tel ou tel pesticide. Aujourd'hui, seule l'Anses est maîtresse de cette décision.

Rien n'est plus indépendant que les agences sanitaires françaises, rappelle Éric Thirouin. Il existe de multiples précautions pour éviter les collusions et les dépendances. Le rapport paru au début de l'année 2019 suite aux « Monsanto papers » confirme que les agences sanitaires françaises sont les plus rigoureuses et les plus précises.

¹ Santé Publique France, « Les cancers attribuables au mode de vie et à l'environnement en France en 2015 », 26 juin 2018 : http://beh.santepubliquefrance.fr/beh/2018/21/pdf/2018_21.pdf

La remise en cause de leur indépendance est le fruit du travail de certaines associations environnementalistes. Comme les agences sanitaires expriment la science de façon la plus indépendante, elles deviennent la cible.

Enfin, il faut rappeler que du fait de l'actualité très dense sur les questions d'agriculture et d'environnement, les agences travaillent avec des délais de plus en plus courts. Le Gouvernement impose parfois d'émettre des avis dans un délai de trois mois.

COMMENT RETROUVER LA VOIX DU DIALOGUE ENTRE AGRICULTEURS, MÉDIAS ET CITOYENS ?

- Redonner sa juste place à la science et lutter contre les *fake news* scientifiques

Prenons l'exemple de « l'effet cocktail ». Cette formule inventée pour faire peur n'est pas scientifiquement démontrée, déclare Anthony Guihur. Certes, il peut y avoir des interactions. Les personnes qui fument et boivent régulièrement de l'alcool augmentent significativement leurs risques de cancers de l'œsophage. Les personnes exposées au radon et qui fument voit là aussi leurs risques de cancers augmenter. Mais l'effet cocktail n'existe pas.

- Toujours mesurer les risques et les bénéfices

Il faut mesurer les risques et les bénéfices et systématiquement mettre les deux ensemble. L'espérance de vie augmente. C'est un bénéfice global manifeste. On entend régulièrement que l'on vit plus longtemps mais en mauvaise santé mais c'est faux, rappelle Catherine Hill.

- Rappeler le rôle primordial joué par le consommateur

À l'issue du dernier Open Agrifood – forum de débats entre le monde agricole et les citoyens – les discussions ont relevé que le pouvoir se trouve aussi entre les mains du consommateur. Aujourd'hui, 50 % des volailles, des fruits et des légumes consommés en France sont importés regrette Daniel Sauvatre et Éric Thirouin. Les consommateurs exigent beaucoup de l'agriculture française mais il faut aussi qu'ils soient cohérents avec leurs exigences. N'importons pas l'alimentation que nous ne voulons pas !

Néanmoins, il reste la barrière économique. En France, 12 % du revenu des ménages est dédié à l'alimentation. C'est deux fois moins qu'il y a trente ans.

- Améliorer toutes les étapes de la chaîne d'information

Les scientifiques ne doivent pas survendre les résultats de leurs recherches. Dans le même temps, les médias doivent rappeler quand il n'existe pas de consensus scientifique et ne doivent pas mettre en exergue telle ou telle donnée scientifique ou telle ou telle recherche en l'isolant. En effet, comme le rappelle Anthony Guihur, ce qui compte en science c'est la méta-analyse c'est-à-dire l'analyse qui compile et synthétise les résultats de différentes études. Il est aussi primordial de faire cesser le *cherry picking* qui consiste à sélectionner uniquement les éléments qui nous intéressent et qui alimente les biais cognitifs. Enfin, il ne faut pas oublier le rôle déterminant que jouent les communicants et les vulgarisateurs scientifiques. Leur rôle d'interface entre science et grand public est essentiel.

Tous les acteurs de la chaîne d'information doivent collaborer et dialoguer ensemble. En Angleterre, l'initiative du Science Media Centre qui mêle scientifiques, journalistes et

communicants rencontre un véritable succès. La démarche se développe dans de plus en plus de pays comme en Suisse.

- Mobiliser le monde agricole : l'exemple réussi du contrat de solutions

Le Gouvernement a commencé à interdire des pesticides sans qu'il n'existe d'alternatives ou de substituts efficaces.

40 partenaires du monde agricole se sont alors engagés dans une démarche de concertation et de réflexion pour trouver comment réduire ou remplacer les pesticides. Ils ont estimé le coût pour les agriculteurs et évalué la réduction possible d'utilisation ou d'impact. Ils ont listé les freins à lever et les conditions de réussite. Les différents partenaires ont ensuite défini les engagements à tenir : c'est le contrat de solutions.

La parole du monde agricole est parfois éclatée entre les syndicats, les industriels, les coopératives, les organisations professionnelles, les chambres consulaires... Les faire converger est un gage d'efficacité.